ANNALES
UNIVERSITATIS MARIAE CURIE-SKŁODOWSKA
LUBLIN—POLONIA

VOL. XXII, 35 SECTIO H 1988

Katedra Ekonomii Politycznej Wydziału Ekonomicznego UMCS

Wacław GRZYBOWSKI

L'équilibre et la concurrence sur le marché

Równowaga i konkurencja rynkowa

Рыночное равновесие и конкуренция

QUALITÉ DE L'ÉQUILIBRE

L'etat d'équilibre sur le marché, analysé en époque longue représente non seulement des volumes déterminés d'offre de marchandises et de services et leur demande, mais aussi un niveau indispensable de la stabilité des relations offre-demande. Avec une liberté de décision des participants au marché, pleine ou très large, la stabilité de l'équilibre est assurée par les prix du marché qui, d'une part, équilibrent l'offre et la demande, et d'autre part, stimulent un certain comportement des vendeurs et des acheteurs, c'est-à-dire, provoquent soit un accroissement ou une diminution du volume de l'offre, soit un accroissement ou une diminution du volume de la demande. Cependant, avec une liberté de décision limitée, même si cette limitation ne concerne que les vendeurs, les prix ne provoqueront plus de changements analogues de l'offre et par conséquant leur réaction au comportement des acheteurs faiblira aussi. Ainsi naît la menace à la stabilité de l'équilibre sur le marché. Cette menace consiste avant tout en une efficacité de plus en plus réduite de la catégorie économique du prix. Cela se manifeste dans une trop faible influence motivante des prix sur les décisions concernant la production et l'achat. En général, cela donne lieu à un processus de déterioration des relations économiques sur le marché et à l'instauration des relations inégales entre les vendeurs et les acheteurs. Ce sont les vendeurs qui prennent de l'avantage puisqu'ils sont économiquement plus forts [1]. Leur

[1] C'est un processus de création du marché du producteur ou bien comme dit I. Kornai „le marché d'aspiration". Cf. *Anti-Equilibrium. Théorie des systèmes économiques*, Varsovie 1977, p. 314, 344.

avantage économique résulte non seulement d'une concentration de l'offre supérieure par rapport à la demande, mais avant tout de leur influence sur les décisions concernant les prix.

L'équilibre sur le marché peut bien être interprété comme une construction architectonique dont les assises sont l'offre et la demande et dont le toit est le prix du marché. Comme chaque construction, l'équilibre sur le marché possède des éléments qui le soutiennent plus ou moins fortement et leur force de réaction peut varier. Il est évident que la force et l'efficacité de l'influence de la demande sur la stabilité de l'équilibre est bien différente dans les conditions de libre concurrence que dans les conditions ou une telle concurrence n'existe pas. Il semble que dans les conditions de libre concurrence la demande constitue un faible chaînon d'équilibre puisque son absence devient un très grave danger pour cet équilibre. Dans les conditions de la planification centralisée, c'est l'offre qui paraît être un chaînon plus faible, puisque son absence déclenche en général un état de déséquilibre total ou partiel.

Le fléchissement de l'équilibre sur le marché à la suite du déficit d'offre de marchandises peut être plus difficile à affronter que le fléchissement qui résulte de l'absence de la demande car il est plus facile d'augmenter les revenus que le volume de la production. Pendant très longtemps, dans les siences économiques on ne voyait pas de danger qui peut être constitué par l'offre. Il n'a pas été non plus pris en considération dans la politique socio-économique, ce qui résultait, au moins partiellement, de la conviction courante selon laquelle seul le danger de demande est nuisible à l'équilibre [2].

Une théorie de l'équilibre sur le marché dans les conditions de la planification centralisée pratiquement n'existe pas. D'ailleurs jusqu'à présent on n'avait pas besoin d'une telle théorie car les organismes qui géraient l'économie et les entreprises ne se posaient pas de questions sur les règles du fonctionnement du marché. On se contentait habituellement des définitions vagues concernant le caractère planifié du marché dans l'économie socialiste. Personne n'a cherché à savoir quels sont les aspects plus faibles ou plus forts du marché dans l'économie socialiste. Et en conséquence, quelles sont les erreurs qu'il faut éliminer avant tout pour éviter une situation de crise. Et enfin, quelles mesures prendre pour faire face à la situation de crise de façon rapide et efficace. Ces problèmes n'étaient pas non plus envisagés par les sciences économiques, bien qu'on sache que chaque économie possède son caractère

[2] Même les manuels d'économie politique du socialisme les plus récents ne prennent pas en considération le danger d'offre bien que ce soit un phénomène présent dans toutes les économies socialistes.

propre, ses côtés positifs et négatifs. On croyait trop longtemps que la planification centralisée grâce à la planification seule protège déjà l'équilibre économique et l'équilibre sur le marché. De ce point de vue, la crise économique et sociale en Pologne a été un choc pour la science ainsi que pour la pratique de gestion de l'économie puisque les sciences économiques s'occupaient plus de la description des états économiques attendus que de l'analyse des processus et des phénomenes économiques réels. La discussion qui a eu lieu dans la seconde moitié des années 50 et dans la première moitié des années 60 sur le rôle du marché dans l'économie socialiste a été interrompue sans avoir abouti à des conclusions d'importance pragmatique pour l'économie. Dans sa première étape, elle s'est concentrée principalement sur les tentatives de justification théorique de la nécessité d'utiliser dans le socialisme les relations du marché, c'est à dire le marché réel. Mais elle n'a même pas amené à élaborer de conceptions générales du modèle du marché et de l'équilibre sur le marché. Bien qu'elle ait soulevé le problème de la spécificité des relations de marché, c'était seulement du point de vue de leur conditionnement [3].

RELÂCHEMENT DES LIENS ENTRE LES ENTREPRISES ET LE MARCHÉ. PROCESSUS DE DÉTERIORATION DU MARCHÉ

Les effets les plus négatifs pour les relations de marché dans l'économie planifiée de façon centralisée ont été provoqués d'abord par le relâchement et puis par la rupture des liens économiques entre les entreprises socialisées et le marché et aussi par l'indépendance de leur situation économique par rapport à leur activité commerciale. Ceci donnait lieu, d'une part, à une grande indifférence des producteurs face à la demande, d'autre part, à l'aggravation continuelle de la position du marché dans l'économie. Le marché devenait le terrain de la pénétration des décisions administratives et non pas le domaine du fonctionnement des règles du jeu économique. Il ne faut donc pas s'étonner qu'une banqueroute éventuelle des entreprises socialisées est considérée plutôt comme risque à l'économie nationale que comme moyen d'épurer cette économie des agents économiques faibles et inefficaces dont le maintien à la vie freine et ralentit le rythme de son développement. Il est évident que la difficile situation économique actuelle de la Pologne résulte dans une large mesure de la sous-estimation du rôle et de l'importance des

[3] Cf. *Les économistes discutent sur la loi de valeur*, Varsovie 1957; *Suite de la discussion sur la loi de valeur*, Varsovie 1958; *Discussion sur les prix*, Varsovie 1958.

relations de marché dans l'économie nationale, ce qui a conduit à l'affaiblissement de la motivation économique à une activité efficace. La tolérence générale envers le déficit et l'inefficacité économique était accompagnée d'une disparition de l'initiative innovatrice parce que les agents économiques n'en avaient pas besoin [4].

L'initiative innovatrice devrait être évaluée non seulement du point de vue de son influence sur les possibilités d'accroissement de la production, mais aussi, et peut-être avant tout, comme moyen de freiner l'accroissement de la demande, en extorquant l'épargne des revenus et en amenant à les investir dans l'activité économique. Ainsi, l'activité innovatrice est une des conditions essentielles du rééquilibrage sur le marché grâce à son influence avantageuse qui agit simultanément sur les deux éléments du mécanisme du marché. Dans ce cas, c'est le prix du marché qui peut devenir un moyen efficace permettant de stimuler le marché car il constitue pour l'entrepreneur la somme qu'il peut obtenir contre son produit, et pour l'acheteur la dépense qu'il doit soustraire à son revenu individuel. Quand la monnaie est forte, le prix obtenu contre le produit est le porteur du succès commercial, tellement nécessaire sur notre marché. Pourtant cela exige un renversement de situation, puisqu'à l'heure actuelle le succès se rapporte plutôt à l'achat d'un produit.

La restauration des liens entre l'activité des entreprises et le marché est une condition fondamentale d'une réelle dynamisation de la production, de sa rationalisation permanente et de l'amélioration de sa qualité. Ces objectifs ne pourront pas être accomplis de façon efficace sans une initiative innovatrice nouvelle. Cette dernière devrait constituer une menace permanente pour les agents économiques qui ne sont pas assez dynamiques et pour qui le succès commercial est une exception tandis que l'échec — le résultat fréquent de leur activité. Il faut bien en tenir compte dans l'application de la réforme économique. Dans leur pratique économique de production et commerciale, les entreprises devraient compter avant tout sur leur propre initiative et mener leur activité pour leur propre compte et à leurs propres risques. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut les amener à respecter les règles du calcul économique, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

Le développement de nouvelles formes d'activités économiques semble une nécessité qui ne prête pas à discussion. Pour créer une réelle concurrence sur le marché il est indispensable de diversifier l'image de l'initiative innovatrice, socialisée y compris. Il serait difficille de conclure d'avance sur ses formes concrètes. La pratique peut bien appor-

[4] Cf. W. Grzybowski: *Risques, innovations et décisions économiques*, Ann. Univ. Mariae Curie-Skłodowska, sectio H, vol. XVIII, 1984, p. 65—106.

ter des solutions complètement inattendues. Il faut seulement instituer un bon cadre législatif qui ne limiterait aucune activité créative qui ne porte pas atteinte à la législation en vigueur. En tout cas, c'est l'intégration d'un bon nombre de gens et d'entreprises qui est une condition *sine qua non* d'un véritable marché de l'acheteur.

L'un des premiers pas devrait être la reconstruction de la petite industrie régionale. La petite industrie est encore celle des plus élastiques, puisqu'elle est liée au marché local ou aux matières premières accessibles sur place. Après l'incorporation des entreprises de petite industrie à la grande industrie, cette dernière a perdu son dernier concurrent qui compte. Cela a donné lieu à la monopolisation complète du producteur qui ne consiste pas seulement et exclusivement en la domination de toute l'offre du marché mais son caractère principal est la fermeture de la possibilité de l'afflux de nouvelles initiatives sur le marché et l'assurance complète contre tout risque commercial qui pourtant peut être tellement stimulant. Cela a apporté un réel danger d'une liquidation complète du marché car dans les conditions de monopolisation de la production les mécanismes et les règles du jeu du marché ne peuvent pas fonctionner.

Sans la reconstruction de la petite industrie la possibilité de développer une initiative innovatrice sera probablement exclue ou bien réduite à une activité marginale qui comptera sur les succès et les profits rapides. La construction de cette industrie à partir des bases durerait trop longtemps et serait trop coûteuse. Dans le domaine de l'économie socialiste il n'y a qu'une seule solution qui consiste à rendre l'autonomie aux petites entreprises dispersées dans les villes et les villages, interceptées autrefois par la grande industrie au grand préjudice de l'économie nationale. Si l'on ne fait pas ce pas dans une période relativement courte, la petite industrie socialisée peut se montrer trop faible pour être un partenaire sur le marché. Cela peut renforcer la tendance à limiter le cadre à l'activité d'entreprise privée et individuelle. N'espérons pas trop que la réforme économique va éliminer ces tendances une fois pour toutes.

La reconstruction et le développement de la petite industrie socialisée est aussi une condition de régulation effective par l'Etat du fonctionnement du mécanisme du marché, mais non pas en lui donnant des préférences mais grâce à une haute effectivité de son fonctionnement. Elle doit néanmoins être entièrement indépendante de la grande et moyenne production industrielle. Je pense que la forme d'organisation de son fonctionnement ne peut pas avoir grand-chose à faire avec le modèle actuel qui la subordonnait aux organismes régionaux du pou-

voir exécutif puisque cela signifierait sa centralisation et sa gestion seulement à l'échelon inférieur de la hiérarchie administrative.

Pour affaiblir sensiblement le monopole du producteur il ne suffit pas uniquement de renforcer la position de la petite industrie. Ce renforcement doit être encore suffisamment grand pour permettre à cette industrie d'élargir considérablement sa position sur le marché. Je crois qu'il faut partager l'opinion de ceux qui affirment que pour créer une concurrence efficace il est nécessaire de mettre en marche une production diversifiée en ce qui concerne la propriété et qui donnerait à peu près 1/3 de la production globale du marché. Cela ne se rapporte pas seulement à l'industrie mais aussi au commerce. Dans certaines branches de la production cet indice devrait être encore supérieur. Car on ne peut pas imaginer la remise en ordre de l'activité gastronomique et l'élimination de son déficit sans avoir préalablement procédé à une reconstruction fondamentale des règles de son fonctionnement par rapport à la propriété. Sinon, nous nous trouverons toujours devant la nécessité d'atteindre la rentabilité au moyen des augmentations des prix et non pas par la réalisation des conceptions qui permettent d'abaisser les prix et d'élever le standard des produits et des services.

RELÂCHEMENT DES LIENS ENTRE LES ENTREPRISES ET LE MARCNE. ÉCONOMIQUES

L'analyse de la problématique du fonctionnement du marché dans l'économie socialiste apporte une question suivante: est-ce que la socialisation des moyens de production, tout en éliminant les causes essentielles des crises de surproduction, ne modifie pas les autres conditions du fonctionnement de l'équilibre sur le marché? La socialisation des moyens de production n'élimine pourtant pas tous les désavantages des processus économiques mais seulement ceux qui sont liés à la propriété privée et capitaliste. Toute économie se distingue par ses qualités mais aussi par ses défauts [5]. Une économie sans défauts et sans côtés faibles ne peut fonctionner que dans les modèles théoriques généraux mais jamais dans la pratique.

Avant de commencer l'analyse du problème de l'équilibre sur le marché dans l'économie socialiste, planifiée et centralisée, on devrait se demander si l'égalitarisme de salaires-revenus commencé par la socialisation des moyens de production et par conséquant une forte pression de la population sur le marché de consommation ne constitue pas une

[5] Il semble que nous commençons déjà à comprendre ce caractère des systèmes économiques et des économies nationales et en tenir compte dans la pratique.

menace à l'équilibre en question. L'influence de l'égalitarisme des revenus, même relatif, sur la formation de la demande de consommation parait évidente. Il faut admettre que l'égalisation des revenus individuels de la population ne peut pas atteindre un niveau trop élevé. En général, elle représente un niveau moyen des revenus individuels de la population relativement bas et l'adoption sous forme de règle d'une limitation que le salaire le plus élevé ne devrait pas dépasser p.ex. le double du salaire moyen signifie encore un plafond des salaires maximum relativement bas. Une différenciation assez faible des revenus individuels conduit directement à une différenciation insignifiante de la demande sur le marché, ce qui, compte tenu d'autres conditionnements, peut créer des conditions favorables à une pression excessive de la demande. Aussi le renforcement des tendances égalisatrices dans la politique salariale doit-il éveiller une angoisse justifiée parce qu'il rendra très difficile le rééquilibrage. Les tendances égalisatrices mettent en danger non seulement l'équilibre mais freinent aussi l'augmentation des salaires les plus bas car cela donne lieu à l'accroissement de la pression sur le marché des produits de consommation, laquelle pourtant se fait déjà sentir depuis très longtemps.

Il y a aussi un besoin pressant de mener des études empiriques profondes pour constater s'il existe et dans quelle mesure un rapport entre le renforcement des tendances égalisatrices et l'augmentation du gaspillage dans le domaine de la consommation. Il est bien évident que de fortes tendances égalisatrices rendent impossible une rationalisation plus profonde des prix du marché des produits qui sont de première importance pour le niveau de vie de la population, et peuvent favoriser l'accroissement des achats irrationnels des biens de consommation relativement bon marché.

Le niveau des salaires et des autres revenus individuels de la population peut évidemment être analysé abstraction faite des autres déterminants du pouvoir d'achat de la population. Il faut prendre en compte avant tout le fait que dans l'économie socialiste les revenus individuels ont été allégés de la charge d'accumulation ce qui n'affaiblit pas mais, au contraire, renforce la pression de consommation de la population sur le marché. Même si une certaine partie des revenus de la population est économisée cependant une grande partie de ces économies ne perd pas son caractère de dépenses destinées à la consommation. Le plus souvent c'est une demande reportée en vue de l'achat des produits à un prix du marché plus élevé. Jusqu'à présent on n'a pas élaboré de modèle de stimulation de l'épargne individuelle de la population, quoiqu'elle puisse être utile dans la formation de l'équilibre du marché et de l'équilibre économique.

L'allègement des revenus individuels de la population des charges de caractère accumulatif était toujours considéré comme un des avantages majeurs de l'économie socialiste et il semble qu'il n'y a pas de raison de le mettre en question. Cependant, cet avantage n'a pas été atteint tout à fait gratuitement, ce qui signifie qu'on ne peut pas ignorer son influence sur les processus économiques, y compris le niveau et la structure de la demande du marché. Il reste néanmoins incontéstable que jusqu'à présent l'influence de la socialisation des moyens de production était évaluée de façon générale et trop universelle en même temps, sans rapport avec le comportement des acheteurs individuels. Les répercussions de cette influence sur le marché n'ont jamais fait l'objet des recherches scientifiques approfondies. Dans ce domaine précis on se contentait des constatations vagues dont l'utilité pratique ne pouvait pas être satisfaisante. On n'a pas non plus étudié de façon approfondie le comportement de tous les participants au marché, le centre y compris. Dans la littérature économique consacrée à la problématique du marché dans l'économie planifiée et centralisée, les interprétations dominantes se fondent sur le fonctionnement des règles des jeux du marché dans l'économie concurrentielle. Il est donc difficile d'y trouver la question de savoir dans quelle mesure le processus de socialisation de l'économie agit sur l'équilibre sur le marché en période courte et en période longue. Dans quels domaines et dans quels secteurs son influence est positive et où elle est négative? Quelle différenciation des comportements résulte du fait qu'une grande partie de la demande effective des biens de consommation est effectuée par les agents économiques socialisés? Il faudrait poser beaucoup plus de questions pareilles pour pouvoir relever une caractéristique, du moins très générale, du rôle du marché et de l'équilibre sur le marché dans l'économie socialiste, dans la réalisation de ses buts courants et stratégiques. On ne trouvera pas tout de suite de réponses faciles à toutes les questions mais le fait même de les poser est souvent un progrès important car il permet de prendre conscience de l'ampleur du problème. Cependant, certains phénomènes, aussi bien positifs que négatifs, sont visibles à première vue, comme p.ex. le fait que les prix du marché agissent différemment sur les décisions des acheteurs individuels et des agents économiques. Par rapport à ces derniers, cette influence est incomparablement moindre que dans le cas des acheteurs individuels.

D'importance théorique et pratique capitale sont les tentatives de donner une réponse à la question de savoir dans quelle mesure le rééquilibrage sur le marché en Pologne dépend de l'accroissement du volume de l'offre et dans quelle mesure il dépend du volume et de la structure de la demande de la population et des ache-

teurs socialisés. Il peut sembler que la réponse est simple car elle est possible à apporter même après une connaissance superficielle du marché. Le déficit d'offre est bien visible à première vue parce qu'il se manifeste dans de longues queues devant les magasins ou tout simplement dans le manque de marchandises ou bien dans la discontinuité de la vente. Cet état de choses avec de petits changements dure depuis des années. A mon avis, on ne peut pas le changer de façon durable, exclusivement au moyen de l'accroissement de l'offre [6]. Etant donné le manque de confiance envers le marché cet accroissement devrait être très important s'il ne pouvait pas être en même temps accompagné d'une amélioration sensible de la qualité des produits. Je crois même que sur beaucoup de marchés une telle amélioration résoudrait de façon durable le problème de l'équilibre et non seulement sur le marché des biens de consommation.

Une amélioration fondamentale de la qualité des produits provoquerait assez vite la rationalisation des comportements de tous les participants au marché et aussi la limitation de la demande des produits finals ainsi que des matières premières et matériaux. Mais cette amélioration n'est pas possible à atteindre ni même à initier sur un marché qui n'est pas équilibré, où l'on peut tout vendre et où il faut vite fournir des produits quelque soit leur qualité. Dans ce cas, la qualité est presque exclusivement un problème éthique et moral mais non pas économique.

En Pologne, une faible amélioration de la qualité des produits de marché ne suffit pas à rééquilibrer le marché de façon authentique. Il est nécessaire de marquer dans ce domaine un véritable tournant [7]. Si ce tournant se produisait, l'accroissement de l'offre serait le résultat de l'amélioration de la qualité et non pas de l'augmentation du volume. Pourtant on ne peut pas se contenter uniquement de parler de la qualité dans des discours cérémonieux, tenus à un haut échelon de l'administration. La qualité doit être forcée sur le marché grâce à la création de l'alternative du choix pour l'acheteur, laquelle rendra impossible la vente de la pacotille.

La notion d'alternative du choix doit étre entendue dans un sens large et doit englober aussi la concurrence de la décision d'abstention.

---

[6] L'accroissement de l'offre pendant que les mécanismes économiques fonctionnent mal peut être réalisé grâce à l'aggravation simultannée de la qualité des produits et en conséquence il risque de ne pas donner des effets de marché souhaités. Cf. W. Grzybowski: *Constitution et le contrôle des prix*, Varsovie 1986, p. 35—37.

[7] D'après les études de la Fédération des Consommateurs la basse qualité des marchandises provoque les pertes qui atteignent 40% du revenu national. Cf. l'article de M. Niepokulczycka dans „Polityka" N 35, du 19 juillet 1987.

Mais celle-ci ne pourra pas être obtenue si l'on garde les règles actuelles de l'économie financière. La monnaie faible décide d'un faible pouvoir de motivation non seulement des prix mais avant tout des salaires et des revenus. Si l'on y ajoute encore une faible différenciation des salaires, il s'avèrera que leur influence sur la rationalisation des comportements des participants au marché ne peut pas être suffisamment efficace. Ce qui est encore plus grave c'est que la rupture avec cet égalitarisme salarial de plus en plus profond sera très difficile si l'on ne modifie pas définitivement la structure de l'emploi tout en abaissant de façon décisive le coût du fonctionnement du secteur administratif aussi bien dans l'économie qu'en dehors d'elle. Pour stimuler le rendement du travail humain, la différenciation des salaires et des revenus doit être suffisamment élevée. Les demi-mesures ne peuvent rien changer et ne contenteront personne. Je crois que la différenciation des salaires et des revenus doit être fondée sur une analyse approfondie du problème, confirmée par les études empiriques. Il ne s'agit pourtant pas de la différenciation des salaires et des revenus propre à l'économie capitaliste, néanmoins, elle ne peut pas se limiter uniquement à la prise en considération des conditionnements sociaux. Il s'agit des différences capables de stimuler une amélioration efficace du rendement du travail. La différenciation actuelle dans ce domaine constitue en fait une anti-motivation.

STRESZCZENIE

Problematyka tworzenia równowagi i konkurencji rynkowej należy w Polsce do najważniejszych. Proces ten nie może być skutecznie przyspieszany bez szerszego niż dotychczas podkreślenia jakościowej strony stosunków rynkowych, a zwłaszcza jakości samej równowagi rynkowej. Jakość równowagi oznacza bowiem nie tylko określone wolumeny podaży towarów i popytu, ale przede wszystkim niezbędny stopień stabilności relacji podażowo-popytowych. Autor zwraca uwagę, że załamanie się równowagi rynkowej spowodowane brakiem podaży rynkowej może być trudniejsze do przezwyciężenia niż załamanie spowodowane niedoborem popytu.

Najgroźniejsze skutki dla procesów stanowienia równowagi rynkowej w gospodarce planowanej centralnie spowodowało zerwanie więzi ekonomicznych przedsiębiorstw uspołecznionych z rynkiem, co powodowało dużą obojętność producentów względem popytu i postępujące szybko pogarszanie pozycji rynku w gospodarce.

Negatywny wpływ na równowagę rynkową wywiera zdaniem autora, daleko rozwinięty egalitaryzm płacowo-dochodowy, który powoduje stosunkowo niewielkie zróżnicowanie popytu rynkowego. W okresach kryzysów społecznych w Polsce tendencje egalitarystyczne były stosunkowo silne, co uniemożliwiało gruntowniejszą racjonalizację cen rynkowych. Autor stawia pytanie o pierwszorzędnym

znaczeniu zarówno dla teorii, jak i praktyki, w jakim stopniu dochodzenie do równowagi w Polsce zależy od powiększania rozmiarów podaży, a w jakim od racjonalizacji wielkości i struktury popytu rynkowego starając się, przynajmniej częściowo, udzielić na nie odpowiedzi, która nie może być ani łatwa, ani prosta.

РЕЗЮМЕ

Проблематика рыночного равновесия и конкуренции в Польше имеет очень большое значение. Этот процесс не может быть ускорен без принятия во внимание качественной стороны рыночных отношений, особенно качества самого рыночного равновесия. Качество равновесия обозначает не только определенный объем предложения товаров и спроса, но прежде всего некоторую степень стабильности отношения этих категорий. Автор обращает внимание, что нарушение рыночного равновесия, вызванное отсутствием рыночного предложения, преодолеть труднее, чем нарушение, вызванное недостаточным спросом.

Самые тяжелые последствия для процессов формирования рыночного равновесия в хозяйстве с центральным планированием имел разрыв экономических связей между обобществленными предприятиями и рынком, что привело к большому равнодушию предприятий-изготовителей к спросу и быстрому снижению роли рынка в хозяйстве.

По мнению автора, отрицательное влияние на рыночное равновесие имеет широкий эгалитаризм в доходах и заработной плате, который вызывает сравнительно небольшую дифференциацию рыночного спроса. Эгалитарные тенденции в Польше особенно усиливались во время общественных кризисов и препятствовали основательной рационализации рыночных цен. Исследователь ставит первостепенный по значению как для практики, так и для теории вопрос: в какой степени восстановление экономического равновесия в Польше зависит от увеличения размеров предложения, а в какой от рационализации величины и структуры рыночного спроса. Автор старается ответить хотя бы частично на некоторые вопросы.